

IRAM

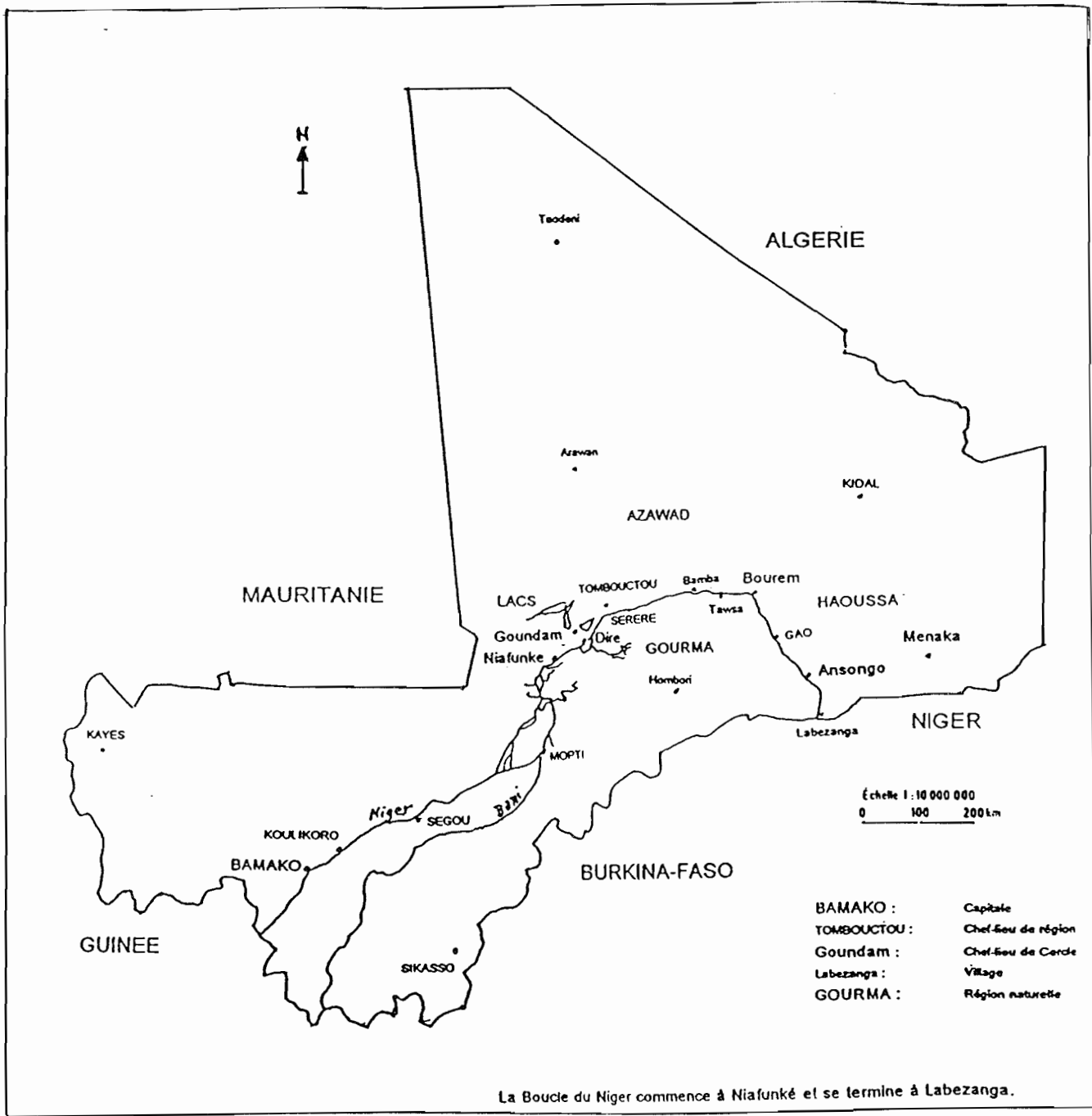
Fonds documentaire numérisé

Auteur : MARTY, André.

Titre : « La division sédentaire-nomades », in *Holte Dahl, L, Gerrard, S, Njeuma, M, Boutrais, J, Le pouvoir du savoir de l'Arctique aux Tropiques*, pp. 289-306.

Editeur : Karthala, Paris

Date : 1999



La Boucle du Niger au Mali

La division sédentaires-nomades

*La Boucle du Niger
au début de la période coloniale*

André MARTY

Au cours des dernières années, incidents et conflits entre agriculteurs et éleveurs¹ ou encore entre sédentaires et nomades ne se comptent plus dans de nombreux pays d'Afrique. Ainsi, par son ampleur et sa cruauté, le massacre de Toda près de Maradi, au Niger, en octobre 1991, a frappé tous les esprits. Depuis ce douloureux événement, les faits de litiges avec coups et blessures, y compris mort d'homme, n'ont pas cessé.

Parallèlement aux conflits autour des champs et du bétail, les clivages interethniques et les crispations identitaires tendent à se renforcer, comme si, en période de crise, l'autre devenait nécessairement un ennemi.

Pour expliquer ces tendances, les commentateurs mettent en évidence la raréfaction des ressources naturelles et des espaces productifs, l'augmentation de la démographie, la croissance des besoins alimentaires et monétaires, etc. Tout cela est véridique et ne peut être nié, mais ne suffit pas. Il convient aussi d'ajouter un éclairage historique et d'étudier en particulier comment un ferment de division s'est développé de l'extérieur, notamment lors de l'implantation du système colonial et n'a depuis jamais été véritablement extirpé. Ce faisant, il ne s'agit aucunement d'accréditer l'idée, fautive, d'un Éden précolonial, mais de montrer, d'une part, comment l'instauration de l'État par une puissance totalement étrangère au milieu s'est déployée en fragmentant les populations locales (selon des critères fort simplistes si on les met en relation avec l'extrême complexité des rapports sociaux préexistants) et, d'autre part, comment la continuité dans ce nouveau système est liée à une logique implacable de la séparation, présente dès le début et non démentie par la suite.

1. Voir l'article au titre évocateur de Pierre Barrot, « Agriculteurs-éleveurs : la déchirure » (1992).

L'étude de la période de conquête et de consolidation du pouvoir colonial dans la Boucle du Niger, au Mali, va nous servir d'exemple. Je me limiterai à sa phase militaire (1893-1922)² correspondant aux trois premières décennies de la présence française. Après avoir rappelé les principales caractéristiques de la mise en place de la division sédentaires-nomades, je tenterai de repérer les conséquences à court et long terme d'un tel processus. Je le ferai essentiellement à partir d'une recherche sur archives

L'organisation coloniale de la division

La conquête de la bande sahélienne s'est déroulée pour l'essentiel d'ouest en est. Après avoir maîtrisé le fleuve Sénégal et rejoint le Niger, elle a fait de ce dernier l'axe de pénétration privilégié jusqu'à Say (en aval de Niamey) avant de l'utiliser ensuite comme tremplin pour les expéditions en direction du lac Tchad mais aussi pour la prise de contrôle des vastes territoires situés de part et d'autre. Il se trouve qu'un tel choix dans la percée du continent coïncidait grosso modo avec l'aire de rencontre entre ces populations s'adonnant principalement à l'élevage extensif, donc mobiles, et celles se consacrant prioritairement à l'agriculture céréalière, avec un mode de vie plus fixe. Précisons qu'il n'y avait là aucun principe de frontière ni de ligne de démarcation, car il s'agissait avant tout d'une bande de confluences et d'interpénétrations se découpant selon des gradients nord-sud³ à travers des jeux complexes d'alliances liant ensemble deux à deux des nomades et des sédentaires, en opposition souvent à d'autres duos voisins de même nature. On peut d'ailleurs avancer l'hypothèse que les périodes d'instabilité au XIX^e siècle traduisaient souvent cette difficulté à parvenir à ce type d'équilibre et donc d'alliance. Or, celui-ci était fondamentalement agro-pastoral. N'étaient viables que des ensembles humains, composés de sociétés différentes et dotés de ressources naturelles et humaines assurant les complémentarités de base en commençant par le grain et le cheptel. N'étaient donc stables, dans cette bande sahélienne aux ressources variant considérablement dans le temps et l'espace, que des systèmes favorisant les ajustements et les échanges de services entre sociétés, entre zones et entre activités économiques différentes mais indispensables les unes aux autres. Or ce schéma, et c'est l'es-

2. Durant cette période, la Boucle du Niger dont le chef-lieu principal était Tombouctou a été dirigée constamment par des officiers.

3. Ce découpage selon les méridiens avait entre autres avantages de joindre ensemble des zones mieux arrosées au sud et d'autres plus arides au nord.

sentiel de mon propos, a été radicalement refusé et même combattu lors de l'implantation du modèle colonial, du moins dans la Boucle du Niger⁴.

L'option de pénétrer cette partie du continent par une ligne globalement parallèle à l'équateur correspondant précisément à cette aire de contact et de sécurisation mutuelle ne pouvait pas manquer d'influer sur les rapports sociaux, politiques et économiques en présence. Cela est d'autant plus vrai, du moins dans notre étude de cas, qu'à peine arrivés aux marges de la Boucle du Niger, les premiers officiers (parmi lesquels il faut compter le futur maréchal Joffre)⁵ étaient convaincus déjà de devoir rallier les sédentaires pour mieux combattre les nomades. Ce parti pris demande évidemment quelques explications.

L'une d'elles est la totale incompréhension, en cette fin de siècle, de la part de soldats fils d'une paysannerie française rivée à ses terres et à ses clochers, à l'égard d'un nomadisme, perçu comme un vagabondage anarchique ou encore une anomalie archaïque, inexorablement condamnée à disparaître. A leurs yeux, le progrès dont ils se voulaient les promoteurs ne pouvait être que l'agriculture et l'habitat fixe, de toute manière plus faciles à contrôler.

Une seconde est liée à la vision acquise depuis un demi-siècle en Afrique du Nord, notamment en Algérie. Là aussi, très vite, selon Yves Lacoste (1969 : 91), « cette thèse de l'antagonisme Nomade-Sédentaire, Arabe-Berbère apparaît dès le début de la colonisation de l'Algérie... Pour E.F. Gautier l'histoire entière de l'Afrique du Nord depuis l'antiquité n'est qu'un duel immense et permanent entre "deux espèces biologiques fondamentalement opposées dans leur comportement éternel" ». L. Blin note à son tour « qu'en coupant les liens qui associent nomades et sédentaires, la colonisation déstructurait l'ensemble du système social algérien » (1990 : 68).

Cette opposition radicale a été de fait reprise comme telle si bien qu'on ne sent guère, en parcourant les textes de l'époque, le désir de comprendre le fonctionnement du système économique, politique et social préexistant. La dichotomie est posée une fois pour toutes dès le départ. Elle ne sera, à ma connaissance, jamais véritablement remise en cause. Elle devient très vite un instrument considéré comme allant de soi. Et celui-ci

4. Ce type d'organisation précoloniale n'a pas encore, à ma connaissance, fait l'objet d'études fines en ce qui concerne la Boucle du Niger. Il est donc ici appréhendé principalement à partir de sa capacité, au demeurant remarquable, de résistance dont témoignent les écrits coloniaux mais aussi un certain nombre d'observations relevables jusque dans la période la plus récente et ce, malgré les diverses tentatives en vue de le détruire. Il n'est pas sans rappeler d'autres situations sahéliennes mieux connues telles que la vallée du fleuve Sénégal, le Macina, le Centre Niger, etc.

5. Voir son rapport d'activité (*Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1896, 45-53). Joffre fut le premier commandant de région à asseoir véritablement la présence française à Tombouctou en 1894.

va aussi bien servir la conquête militaire, la domination politique qui suit, sans oublier la manière de voir et de classer les sociétés locales.

Un outil de conquête militaire

Arrivant par le fleuve, les premières troupes se heurtent très vite à la résistance des tribus touarègues qui, autour de Tombouctou, détenaient le leadership militaire. Le massacre de la colonne Bonnier à Tacoubao (15 janvier 1894) est le premier grand fait d'armes de la résistance. Malgré les tournées de représailles qui suivent, les escarmouches se multiplient qui conduisent le lieutenant-colonel Audéoud à écrire le 13 septembre 1898 :

Étant donné qu'on ne pourra jamais arriver à se faire des amis ou des alliés de ces tribus... il faut les supprimer si l'on peut et cela en les affamant, les hommes en les empêchant d'acheter les céréales dont ils ont besoin, les animaux en leur interdisant les rives du fleuve. Il en résultera que ces tribus mourront de misère ou qu'elles fuieront vers d'autres régions ou qu'enfin, se sentant impuissantes, elles se rendront à merci et alors nous pourrons leur imposer un genre de vie qui les empêchera de nous nuire.

L'objectif est formulé. Reste à trouver le moyen d'y parvenir. Pour cet auteur, il est évident : « C'est sur la population noire qu'il faut nous appuyer », c'est-à-dire celle qui est sédentaire, vit dans les villages de la vallée et travaille les champs, autrement dit l'ethnie songhay. Il faut, dit-il, l'aider à relever la tête, l'armer, constituer en son sein des milices équipées en fusils et bénéficiant de « périodes d'instruction mélangées aux tirailleurs ». « Employez, conclut-il, tous les moyens possibles pour vous rapprocher des noirs, gagner leur confiance, les enhardir » (A. V. Soudan, 6, 1898).

Même si l'application de telles consignes s'est avérée moins extrême, elle n'en a pas moins traduit cette volonté d'utiliser les uns dans le combat mené contre les autres. Concrètement il va être demandé aux villageois de fournir des renseignements sur les positions de l'ennemi, de servir de guides, de procéder à des dénonciations, de refuser du grain de même que l'aide en pirogues pour la traversée du fleuve aux hautes eaux.

La manière la plus radicale d'obtenir de tels résultats fut de punir sévèrement les chefs sédentaires qui refusaient de rendre de tels services. Et ils furent nombreux, non seulement parmi les Arma (descendants métissés de la colonne marocaine qui, en 1591, avait mis fin à l'Empire songhay) lesquels servaient souvent d'intermédiaires entre les villageois et les chefs nomades mais aussi parmi les Songhay. Ainsi, le 18 septembre 1899, le sergent Gandin du poste de Tawsa signale avoir puni le chef du village

de Hawa pour ne l'avoir pas prévenu d'une attaque par des Maures. Quelques jours plus tard, il dit avoir « donné ordre de cueillir le chef de Ouani pour avoir prêté des pirogues aux Tingueregedech sans avoir reçu d'ordre » (A.V. Soudan, 6, 1899).

La répression fut même souvent très sévère. Ainsi après l'attaque d'un détachement dans le Serere, le 18 juin 1897, le colonel Goldschen « brûle les villages de Kano et Mentjiri » jugés complices et déporte ses habitants au lac Fati (Richer, 1924 : 142). Le même auteur signale que « Klobb dut sévir contre le chef de Maniadoué, Sidi, qui refusait de fournir des guides et des vivres à sa colonne ; (...) Il dut agir plus sévèrement encore contre Haroubonkano, le chef de Forgo, lequel avait caché les troupeaux de Kel-Essouk insoumis »... Le chef de Gargouna se vit infliger trois mois de prison pour avoir refusé de donner des renseignements avant de devoir payer une amende pour avoir « donné asile à des Kel-Amassine non soumis ». A Bazi-Ansongo, « le chef Elfizazi fut exécuté publiquement avec quelques complices » (Richer, 1924 : 158-61).

Un autre procédé fut de redistribuer aux villages une partie des troupeaux raflés aux campements. Ainsi au terme de la tournée de police de Mazillier chez les Touaregs de la rive droite, sur 1 386 bœufs obtenus en amende, 300 sont remis « en indemnité » aux villages (A.V. Soudan, 7, 1907). Il en sera de même en 1917 au terme de la colonne du lieutenant Monot, dans le Gourma occidental, parmi les tribus Chioukhan et Akotaf (A.V. Soudan, 5, 1917). Tous ces faits démontrent que par-delà l'objectif militaire se profile le véritable enjeu politique qui est de diviser pour régner.

Un instrument de domination politique

Le premier but de la conquête de la Boucle du Niger fut la prise de contrôle de la ville de Tombouctou⁶. Très vite il fallut asseoir l'ordre colo-

6. C'est le lieutenant de vaisseau Boiteux qui, outrepassant les ordres reçus, prend l'initiative de quitter Mopti et de descendre le fleuve jusqu'à Tombouctou où il entre le 16 décembre 1893. Apprenant cet acte d'indiscipline qui allait lui ravir de fait le titre de conquérant de la prestigieuse cité qu'il comptait lui-même s'octroyer, le colonel Bonnier décide de rattraper son subordonné à étapes forcées par le fleuve tandis que la colonne Joffre, plus lourde, est envoyée par voie de terre. A peine arrivé à Tombouctou, Bonnier part à la rencontre de Joffre et c'est au cours de ce périple que lui et ses hommes se font décimer à Tacoubao. Il faudra attendre l'arrivée de Joffre à Tombouctou le 12 février 1894 pour y asseoir solidement le pouvoir colonial. Dépitées d'avoir été mises devant le fait accompli, les autorités métropolitaines exigeront de stopper la conquête plus à l'est et ce jusqu'en 1897. Seule une mission de reconnaissance pacifique dirigée par le lieutenant de vaisseau Hourst est autorisée en 1896 en aval de Tombouctou par la voie fluviale (voir Richer, 1924 : 128-29 et aussi Grevoz, 1992).

nial de toute la partie amont (vallée et lacs) au détriment des grandes tribus qui assuraient l'essentiel du contrôle de la moitié occidentale de la Boucle : Tengeregef, Kel Antessar, Iraganaten, Kel Tamuleyt et Berabich. A partir de 1897 mais surtout de 1898, ce sera le tour des tribus situées plus à l'est : Igawaddaren, Kunta, Iwillemmeden, Ifoghas. La stratégie de « pénétration pacifique commerciale » ou « d'entente cordiale entre deux nations égales » préconisée par Hourst avec les Iwillemmeden ne fut pas suivie.

Aussi de nombreux stratagèmes furent utilisés afin de casser la suprématie des aristocraties guerrières en place. Avant de nous étendre sur le premier d'entre eux (l'opposition entre sédentaires et nomades), nous devons au moins mentionner quelques-uns de ceux qui l'ont efficacement complété :

– remise d'armes à feu aux Arabes Kunta pour aller piller les campements des Iwillemmeden (jugés comme les plus puissants et les plus difficiles à soumettre dans la partie orientale de la Boucle) ;

– morcellement progressif des grandes tribus. A son arrivée, Joffre dénombre 6 grandes tribus ; en 1912-1913, un inventaire fait état de 70 tribus (A.V. Soudan, 8 : 1913) ;

– détachement des groupes dépendants vis-à-vis des aristocraties guerrières chaque fois que les circonstances le permettent. Les vassaux (Imghad) et les maraboutiques (Ineslemen) tendent à être constitués en tribus autonomes. Il en est de même avec les groupes importants d'affranchis (Iderfan) ou de captifs (Iklan). (Les libérations individuelles ne sont cependant guère encouragées si ce n'est en direction des « villages de liberté » situés près des postes militaires) ;

– intervention « dans les affaires intérieures » des tribus. Ainsi Bétrix en 1908 indique la « progression à suivre » au pays des Iwillemmeden :

- « Remplacement par nous des chefs insuffisants.
- Contrôle et achèvement du recensement amorcé.
- Imposition, non plus par groupe, mais par tribu, puis par tente ».

« Les chefs ne relèveront plus de l'Amenokal⁷, lequel sera en fait supprimé... Toutes ces directives se résument en un mot : destruction du régime féodal ».

Bétrix envisage même d'aller plus loin quand il invite les tribus Imghad ou Bella (Iklan) à « relever la tête, à venir soumettre directement leurs réclamations... sans crainte... à s'attendre à devenir bientôt propriétaires d'une partie des troupeaux confiés à leurs soins » (Richer, 1924 : 233-234).

Nous voyons mieux, à présent, que l'opposition tant recherchée des sédentaires aux nomades constitue en quelque sorte le premier maillon de

⁷. L'*amenokal* est le nom tamacheq servant à désigner le chef d'une confédération de tribus.

la stratégie d'affaiblissement des grandes tribus. D'où l'installation des premiers postes tout le long de la vallée, en vue, selon Klobb, de « soustraire » les villages « à la domination des Touaregs » (A.V. Soudan, 5, 1899). La retombée attendue pour le nouveau pouvoir est d'apparaître comme le libérateur des opprimés au nom des valeurs de la Troisième République française.

Les choses ne sont toutefois pas si simples. Une différence subsiste en matière de rattachement administratif. Ainsi, en mars 1899, le capitaine Cristofari, autorise les Bella demeurant dans la vallée au sud d'Ansongo « à rester dans les îles où ils seront considérés comme des habitants des villages et obéiront aux chefs au même titre que le reste de la population » (A.V. Soudan, 6, 1899). En revanche, en avril 1908, le commandant de région refuse la demande d'un « Daga »⁸ du Serere⁹ d'être « assimilé aux Koïraboros » et non plus aux Touaregs avec le raisonnement selon lequel quand ces derniers « étaient les maîtres, ils savaient bien nous montrer que nous n'étions pas de vrais Touaregs, maintenant les Français nous traitent absolument comme eux tandis qu'ils protègent les Koïraboros » (A.V. Soudan, 7, 1908).

Cette politique de division ne donne cependant pas tous les fruits espérés. Ainsi, en 1916, on assiste à une importante révolte (avec à sa tête l'*amenokal* Firhun et le marabout Mohamed Ahmed) qui fut soutenue par de nombreux villages.

En mai, un vaste mouvement anti-français s'organisait dans le secret sur tout le fleuve, de Bamba à Ansongo... Une vaste conspiration... s'était tramée chez les sédentaires du fleuve, autour du poste de Gao et au village même de Gao, à notre insu. Les Songaï s'étaient mis, depuis plusieurs semaines, à fabriquer des armes et des boucliers. Ils faisaient cause commune avec Mohamed Ahmed (Richer, 1924 : 292-3).

Il en est de même avec plusieurs villages du Serere qui furent sévèrement châtiés. La répression la plus lourde, en milieu sédentaire, s'abattit sur les Peuls du Gabero au sud de Gao, dans l'île de Gara, le 9 mai 1916 où ce fut un véritable massacre : 200 morts d'après le brigadier Pierron (A.V. Soudan, 9, 1916), 140 d'après A. A. Sidibé (1982 : 62).

8. « Daga », « Bella », « Sourgou » désignent en songhay respectivement les Imghad (vassaux), les Iklan (captifs), les Imuchagh (Touaregs guerriers), tous Kel Tamacheq (de langue tamacheq). « Koïraboro » (homme de village) désigne en songhay tout individu songhay.

9. Le Serere est une grande île en aval de Tombouctou. « La complicité » entre sédentaires et nomades y est apparue très forte aux yeux du colon. Celui-ci cherche à retirer l'île aux seconds pour la confier exclusivement aux premiers, mais il n'y parvient pas, tant les rapports sont étroits.

Cependant cette communauté de destin dans la révolte et les représailles subies ne devait nullement empêcher la division sédentaires-nomades de se consolider tant elle était au cœur même de l'optique de l'État colonial.

Un véritable paradigme

Arrivé par désobéissance vis-à-vis des autorités gouvernementales, ayant besoin de boucs émissaires pour justifier son maintien et sa consolidation avant d'être autorisé à s'étendre dans l'espace, le nouveau pouvoir dut se forger très vite un classement efficace – peu importe s'il était simpliste – des sociétés qui étaient désormais sous son contrôle exclusif. À défaut de représenter la réalité largement méconnue, il devait traduire l'objectif politique. Ainsi, la distinction sédentaires-nomades ne servait plus seulement, ce qu'elle est au départ, à différencier deux modes de vie, mais surtout à codifier dorénavant un rapport social et à le transformer en grille de lecture ou de référence pour tout ce qui allait se décider dans la région. Avant de finir par être intériorisée par les groupes ainsi classés, elle est d'abord utile à celui qui s'arroge le pouvoir classificateur. Elle est pour lui, selon l'expression de Pierre Bourdieu (1979 : 560), un « mot d'ordre » qui va désormais modeler la réalité à son image.

Or celle-ci est très loin d'exprimer la complexité des rapports sociaux locaux, faits d'opposition d'intérêts certes mais aussi de solidarités. Les alliances, en particulier, sont loin de relier tous les nomades, d'un côté, contre tous les sédentaires, de l'autre. Elles sont passées au contraire entre familles, entre groupes socialement et ethniquement différents mais politiquement et économiquement complémentaires et interdépendants. Les principales luttes, à la fin du XIX^e siècle, ne se situaient pas entre les ethnies mais entre les grandes familles dynastiques qui avaient toutes besoin d'une clientèle la plus cosmopolite possible, la plus à même de garantir le maximum d'alliés. Et cela allait de pair avec l'existence de systèmes de domination et d'exploitation (esclavage, tributs) répandus un peu partout dans la bande sahéenne à l'intérieur de chacun des ensembles socio-économiques ou agropastoraux déjà mentionnés.

En restant foncièrement indifférents à cette situation complexe, les textes de l'époque témoignent d'une volonté de construire un nouvel ordre social bâti sur une opposition qui reste encore largement à peaufiner après la Grande Guerre. On comprend alors que, pour atteindre ce but, le nomade soit si souvent diabolisé avant d'être, par la suite, à l'inverse, idéalisé, et le sédentaire manipulé ou instrumentalisé contre le premier. Le résultat est qu'aucun des deux n'est appréhendé dans sa propre vérité interne et la richesse de ses relations extérieures. Cela explique que durant les trois premières décennies, l'attention se focalise sur le premier désigné comme l'ennemi et beaucoup moins sur le second considéré comme un

auxiliaire, ce qui contribue à occulter le poids démographique et économique de plus en plus considérable de ce dernier. Il faut ajouter enfin que, non seulement une telle division ne correspond pas à la réalité précoloniale, mais qu'elle entraîne par la suite un amalgame réducteur entre des manifestations de nature foncièrement différente (genres de vie, ethnies, extorsion du surplus) qui ne peut pas être sans implications ultérieures.

Les conséquences de la division

La façon de conquérir le territoire mais plus encore de l'appréhender, telle qu'elle vient d'être rappelée, n'est naturellement pas sans incidence sur le devenir différencié des sociétés et des groupes. Je retiendrai ici trois aspects significatifs de l'évolution qui s'amorce pendant la période considérée et qui ne se démentira pas par la suite : la distinction des tâches économiques, la séparation dans l'espace et la fragilisation de la composante la plus pastorale.

Le dualisme économique

Dès son arrivée, le colon a considéré qu'au sein de la population locale les uns étaient des éleveurs nomades et les autres des agriculteurs sédentaires. Cette vue simplificatrice de la réalité servait parfaitement ses intérêts stratégiques aux antipodes d'une prise en compte du phénomène des complémentarités économiques. Ainsi parmi les premiers, il a très nettement sous-estimé leur intérêt pour l'agriculture et la cueillette. Pour les seconds, il n'a pas accordé beaucoup d'attention à l'importance qu'ils donnaient aux animaux et aux produits de cueillette loin de la vallée (fonio, cram-cram). De même, le rôle de la main-d'œuvre bella lors des gros travaux champêtres ne semble pas avoir été bien perçue. Au sein des ensembles sociaux agropastoraux les mieux établis tels qu'ils ont été esquissés plus haut, il est clair qu'en période de soudure, avant la récolte, ou encore lors des grandes sécheresses (celle de 1914 en particulier), les habitants de la vallée résistaient d'autant mieux qu'ils étaient appuyés (en bêtes laitières et en ravitaillement en mil) par ceux transhumant en brousse¹⁰. En échange, ceux-ci bénéficiaient auprès de ceux-là d'une par-

10. Contrairement à une opinion fort répandue, la base de l'alimentation tant pour les sédentaires que pour les nomades reposait plus sur le mil (et les produits de cueillette) que sur le riz de la vallée. Le mil provenait (et provient toujours) des aires productrices voisines (zone lacustre en amont de Tombouctou, pays dogon, pays mossi, Zarmaganda). Il était acheminé à l'aide des caravanes des nomades.

tie de la récolte, des services de traversée en pirogue sans oublier la surveillance des bourgoutières et aussi de leurs propres champs quand ils en possédaient.

A la vision réductrice que s'est donné le nouveau pouvoir, il convient d'ajouter sa très nette préférence pour l'agriculture. Les nomades, écrit Audéoud, « ne produisent que du bétail dont la colonie regorge, un peu de gomme dont l'exploitation pourrait être faite par les Noirs si les occupants actuels avaient disparu et du sel » (lequel est déjà concurrencé par celui qui est importé de France). Aussi peut-il affirmer :

Que perdriions-nous si les Touaregs et les Maures disparaissaient ? Rien ou presque rien. Nous y gagnerions par contre de grosses économies sur les frais d'occupation sans compter que la sécurité complète rendue à nos protégés noirs nous permettrait sans peine d'augmenter dans des proportions notables le rendement de l'impôt (A.V. Soudan, 6, 1898).

Quelques années plus tard, le commandant de la région de Tombouctou, Sadorge, est toujours aussi explicite :

Il est de notre devoir, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique, de favoriser l'action de l'agriculteur plutôt que celle du pasteur. Alors que ce dernier dévaste des couverts et cause la dessication du sol et la progression du désert, l'agriculteur multiplie les cultures protectrices : il les récolte en entier, tandis que le pasteur en gâche la moitié sous le piétinement de ses troupeaux. Enfin, notre action politique s'exerce beaucoup plus facilement sur le sédentaire que sur le nomade (A.V. Soudan, 8, 1913).

On voit ici apparaître l'affirmation sans preuve de la désertification par le nomade : elle vient à la rescousse d'une argumentation qui se veut toujours implacable et unilatérale, en faveur de l'agriculture et de la sédentarisation¹¹.

Seuls des auteurs préoccupés surtout de recherches ont porté des jugements différents. Ainsi le D^r Decorse (1907 : 590) affirme qu'il faut sou-

11. L'idée de sédentariser les nomades revient périodiquement dans les textes de l'époque mais plus comme un rêve que comme une stratégie. En 1908, Bétrix croira un moment possible la sédentarisation rapide des Iwillemeden et des Kunta. Cortier reconnaîtra quelques années plus tard l'échec complet d'une telle politique : « On a cherché trop prématurément à le faire, les résultats ont été nuls et il ne pouvait en être autrement ». A l'insuffisance de la pluviométrie, l'auteur ajoute douter « qu'il puisse jamais devenir utile pour l'avenir du pays de transformer d'excellents éleveurs en de médiocres cultivateurs » (1914 : 206). Dans la pratique, seuls des Bella ont, durant la période considérée, été incités à se fixer et à cultiver. « Nous devons, écrit l'administrateur de Goundam, de Loppinot, nous efforcer d'attacher ces bellahs à la terre... C'est d'ailleurs ce qu'est en train de faire Attaher, le Chef des Kel Antessar ». (A.V. Soudan, 9 : 1918).

tenir le nomadisme et que seul ce mode de vie est possible en dehors de la vallée : « Une population ne naît pas nomade, elle le devient. Touaregs et Bellahs disparus, ceux qui leur succéderont, livrés à eux-mêmes, deviendront d'autres Bellahs et d'autres Touaregs. Au change, nous n'aurons rien gagné ». De son côté, de Gironcourt (1910 : 205-7) note que les procédés d'élevage ne manquent pas de rationnel : « Sans... ces populations parfaitement adaptées – hommes et animaux –... ces surfaces énormes... resteraient improductives »¹².

Plus tardivement, certains comme Mangeot et Marty reconnaissent l'intérêt de l'élevage des nomades mais ce n'est pas sans arrière-pensées politiques que les riches ne se révoltent pas : « Il faut les encourager à développer largement leur cheptel... Le propriétaire de nombreux troupeaux devient facilement un conservateur » (1918 : 468). Cela ne les empêche d'ailleurs pas de se rallier à la ligne de conduite suivie dès le début : « L'intérêt économique du pays exige que nous appuyons perpétuellement les sédentaires contre eux (les nomades)... que nous refoulions et cantonnions leurs troupeaux » (p. 467).

Un tel dualisme des activités et de leurs acteurs mène inexorablement à la disjonction au sein de l'aire géographique préalablement commune.

La séparation dans l'espace

L'intervention coloniale dans les modes d'occupation a d'abord été d'ordre militaire. Pour amener les tribus à la soumission, l'idée de Joffre était « d'empêcher » celles-ci de « venir dans les fertiles contrées... desquelles elles tiraient leur subsistance », c'est-à-dire les rives du fleuve ou les lacs (Joffre, 1896 : 48).

Le gouverneur de Kayes¹³ se préoccupe de son côté de « savoir si les Touaregs sont absolument forcés, au moins à certaines périodes de l'année, de mener paître leurs troupeaux sur les rives du Niger ou s'ils n'y aurait pas, dans l'intérieur, des pâturages arrosés qui les dispenseraient de venir au fleuve » (A.V. Soudan, 6, 1894). Les administrateurs de Tombouctou s'apercevront très vite que ces pâturages et cette eau du fleuve sont indispensables aux pasteurs pendant la saison chaude, ce qui les rend d'ailleurs, reconnaissent-ils très vite, plus faciles à contrôler¹⁴.

12. Manifestement, de telles opinions détonnaient dans le contexte de l'époque et elles n'ont pas prévalu.

13. Kayes sur le fleuve Sénégal fut le chef-lieu de la colonie du Soudan français (avant sa transplantation à Bamako).

14. Ainsi, après avoir noté que la vallée constituée « d'excellents pâturages » est « indispensable aux nomades qui la fréquentent », le commandant Mazillier n'hésite pas à écrire à propos du pasteur « qu'étant vulnérable par son troupeau dont il vit... nous le tenons sous notre dépendance dès que ses animaux ont besoin des rives du fleuve pour

L'idée du refoulement hors de la vallée n'en revient pas moins avec force lorsqu'est envisagée la deuxième phase d'expansion à partir de 1898. « Il faut absolument, écrit le gouverneur par interim Audéoud, arriver et le plus tôt possible, à ce qu'il n'y ait plus un seul Touareg sur la rive droite du Niger, à moins qu'il ne soit sédentaire et reconnu indubitablement inoffensif... L'expulsion (des Maures et des Touaregs) des territoires de la Boucle du Niger sera très prochainement un fait accompli » (A.V. Soudan, 6, 1898)¹⁵.

Dans la pratique, lors de la pénétration par le fleuve de Bamba à Niamey,

la population sédentaire des villages se soumit sans résistance... Quant aux Touaregs... ils se refusaient à tout contact... A peu près impossible, sur la rive Haoussa tout au moins, d'aller les poursuivre dans leurs solitudes ; il fallait, pour le moment, se contenter de leur interdire, autant que possible, l'accès du fleuve, et profiter de toute occasion pour les surprendre lorsqu'ils s'en rapprocheraient ou tenteraient de passer d'une rive à l'autre. Ce fut la tactique adoptée par Klobb (Richer, 1924 : 148).

Cette interdiction provoqua en réaction de nombreuses incursions et des rezzous de la part des tribus nomades sur les villages soumis, ce qui aggrava les relations entre les deux composantes de la population.

En haut lieu cependant, on se refuse à cautionner officiellement la stratégie du refoulement. Ainsi le gouverneur général de l'Afrique occidentale française en visite à Tombouctou, le 14 juillet 1906, s'écrie :

Notre politique ne pouvait consister à refouler dans le désert les tribus nomades et à protéger contre leurs incursions nos populations sédentaires : ces deux éléments ont besoin l'un de l'autre et se complètent mutuellement. Les nomades, pour vivre, sont obligés d'accéder au fleuve, et, d'autre part, les sédentaires, pour prospérer, doivent pouvoir maintenir et même accroître les relations commerciales par la voie des caravanes (*Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1906 : 252).

manger et boire ». C'est donc à la saison chaude, lorsque la sécheresse contraint les nomades à se tenir sur les bords du fleuve (qu'ils) sont peu à peu à notre merci en raison de leurs richesses en bœufs et moutons » (A.V. Soudan, 6 : 1906).

15. Tel n'a pas été l'avis de son successeur, le gouverneur par intérim Vimard, qui, dès l'année suivante, demandait à ses officiers « de faire acte politique en même temps que militaire, (de) s'efforcer toujours d'obtenir les soumissions pacifiquement avant de faire emploi de la force et (de) laisser aux gens le temps matériel de faire amende honorable, s'ils en ont réellement le désir ; nous n'avons aucun intérêt à anéantir, par principe, des nomades, qui, seuls, donnent une valeur économique aux terrains qu'ils parcourent ». (*L'année coloniale*, 1899 : 150).

Néanmoins, à la suite de tous les conflits qui se sont échelonnés jusqu'en 1916 et qui ont provoqué de très fortes perturbations dans les mouvements des campements, de nombreux groupes nomades auront peu à peu tendance à s'éloigner de la vallée et donc des villages. C'est le cas surtout du plus important d'entre eux, celui des Iwillemmeden.

Au cours des luttes engagées entre nos troupes de Tombouctou et les Touaregs de la Boucle, ces derniers étaient peu à peu refoulés dans l'intérieur, et chacune de nos victoires en amoindrissant leur prestige, leur enlevait en même temps un lambeau de territoire. Ces terrains étaient mis à la disposition des sédentaires qui devaient les mettre en culture... Dans la région de Gao, où la mise en rapport du terrain par les sédentaires est intensive, la jurisprudence était simple. On admettait en principe que le nomade devait rester à vingt kilomètres dans l'intérieur sans trop s'occuper s'il y trouverait des pâturages pour ses nombreux troupeaux... (Mangeot et Marty, 1918 : 457).

Une politique de « séparation aussi complète que possible des villages par rapport aux nomades » fut aussi mise en place par Mazillier en vue de favoriser le développement des surfaces cultivées. « Les cultures répandues çà et là au milieu des terrains les plus faciles à travailler devraient être groupées par centres de culture dont toute la superficie utilisée ou non serait réservée aux sédentaires... » (A.V. Soudan, 6, 1906). Il s'agit donc d'arriver à une véritable délimitation des terres de culture réservées exclusivement aux villageois¹⁶. Des travaux de cartographie sont entrepris dès 1908 en aval de Tombouctou mais ils se heurtent à de nombreuses incompréhensions de la part des sédentaires qui, dans une logique traditionnelle de sécurité, affectionnent de disperser leurs champs dans l'espace ; et aussi à l'hostilité des nomades qui ne comprennent pas que l'accès de terres cultivées soit interdit en dehors de la période de culture, et

16. Il faut rappeler ici que la conception du droit foncier, organisée autour de la propriété privée et véhiculée par les administrateurs de l'époque rendait difficile l'appréhension de réalités locales caractérisées en particulier par des espaces utilisés légitimement par des usagers différents, ce qui est le propre d'ailleurs des régions sahéennes définies essentiellement par l'agropastoralisme. « Dans ces sociétés, écrit E. Le Roy, les fonctions et les activités productrices sont considérées comme complémentaires les unes des autres. A cette complémentarité des fonctions correspond celle des usages de l'espace... Fonctions et espaces sont ainsi "multiples, spécialisés et interdépendants" » (1991 : 15).

également l'accès des surfaces qui ne sont pas cultivées mais réservées aux villageois (en prévision de leur expansion démographique attendue). De même, ils n'acceptent pas que la propriété de toutes les îles (et des bourgoutières) leur soit retirée. Cela conduira aux événements militaires de 1908 (l'attaque d'un détachement dans le Serere fut suivie d'une répression féroce). Par la suite, l'approche du foncier subit quelques réajustements qui se voulaient plus équilibrés mais qui ne remettaient aucunement en question la prééminence accordée à l'agriculture¹⁷.

Une fragilisation différenciée... source de tensions

Même si elles n'ont pas toujours été cautionnées en haut lieu, les mesures adoptées dans le sens chaque fois de la distinction et de la séparation ne pouvaient manquer à la longue d'induire des conséquences fâcheuses notamment pour ceux dont les mouvements dans l'espace étaient désormais modifiés (éloignement de l'artère vitale représentée par le fleuve), réduits et de toute manière placés sous la surveillance de l'administration. Un processus de précarisation devenait inévitable.

Cette tendance était accrue par la volonté de restreindre la liberté des déplacements des tribus et d'en arriver à fixer les terrains de parcours à l'intérieur des circonscriptions administratives. Déjà les actes de soumission prennent soin de le notifier. Par la suite, d'autres conventions furent passées pour préciser les limites entre les différentes tribus. C'est le cas notamment entre les Touaregs Iwillemmeden et les Arabes Kunta¹⁸. Ainsi, entre 1907 et 1910, trois conventions successives permettent d'introduire une zone tampon confiée à des tribus anciennement tributaires des premiers mais désormais autonomes. Elles précisent également l'existence d'une bande côtière large de 20 kilomètres séparant le pays des Iwillemmeden de la vallée, utilisable encore par une autre tribu (Cherifen) antérieurement dans l'orbite des mêmes Touaregs.

17. Dans l'ensemble, la séparation spatiale a été plus forte dans la partie orientale de la Boucle que dans la partie occidentale. Le 3 décembre 1923, le ministre des Colonies A. Sarraut écrit au gouverneur général de l'AOF à propos de la région de Tombouctou : « Depuis l'anéantissement de la colonne Bonnier à Tacoubao... on se prit à considérer les nomades comme des gens hors la loi et qui ne devaient être abordés que les armes à la main. Certains même ne furent pas éloignés de professer la singulière théorie du refoulement de ces populations vers le désert, les privant ainsi des pâturages nécessaires à leur existence. Cette politique est contraire aussi bien à nos principes qu'à nos intérêts... » (A.V. Soudan, 10, 1923).

18. Les Kunta ont été utilisés en 1901-1902 par l'armée coloniale pour venir à bout de la résistance de la tribu des Iwillemmeden, laquelle finit par se soumettre le 23 janvier 1903. Ayant reçu des fusils, ils purent à plusieurs reprises attaquer des campements et emporter avec eux d'importants troupeaux.

Les grands mouvements de troupeaux devaient désormais être contrôlés. Ainsi Bétrix, en 1909, demande aux tribus Iwillemmeden et Ifoghas de « prévenir » l'autorité et ensuite de lui « rendre compte » chaque fois que les transhumances devaient amener les uns chez les autres. La région de Tombouctou finit par constituer des « laissez-passer de transhumance » à délivrer par les administrateurs. Le commandant de région Sadorge est en train d'étudier comment il est possible de « limiter les déplacements sur les frontières » des cercles quand survient la sécheresse de 1913-1914 qui provoque des migrations lointaines vers le sud et notamment jusque dans le Macina (Mopti). Il est obligé lui-même d'accepter un certain assouplissement des règles : « Comme les pluies sont réparties inégalement... et les ressources en bourgou¹⁹ très variables, je ne serai pas opposé à faire fléchir, dans certains cas, ces règles momentanément trop étroites et à autoriser certaines transhumances en dehors des limites fixées... à titre tout à fait exceptionnel ». Il n'empêche que tout doit se faire désormais sous l'égide de l'État.

Le renforcement de celui-ci pendant les trois premières décennies n'a pas cessé d'accentuer les clivages au sein des populations de la Boucle. Si les sédentaires ont incontestablement payé un très lourd tribut en fournissant des tirailleurs, en accomplissant les corvées demandées, en subissant une forte mortalité à l'occasion de la sécheresse de 1914, les nomades de leur côté allaient, en s'éloignant du fleuve, manquer le rendez-vous avec un certain nombre d'évolutions dépendant des relations avec les centres de pouvoir concentrés inévitablement le long de la vallée. C'est le cas notamment avec la scolarisation de leurs enfants. Il en est de même pour leur insertion après 1945 dans les rouages des partis politiques devant mener à l'indépendance et à la constitution de nouveaux pouvoirs.

Également, pendant plusieurs décennies, à la faveur d'une bonne pluviométrie, ils vont devenir de plus en plus uniquement des éleveurs avec parfois de très gros troupeaux, avant de ressentir au plus haut degré leur fragilité lorsque les sécheresses réapparaîtront avec force ; confinés dans les zones aux ressources les plus aléatoires, celles-ci entraînant tantôt l'accumulation du bétail et tantôt sa perte brutale, ils finiront par se découvrir les plus sensibles face aux caprices de la nature²⁰.

19. Le *bourgou* est une plante fourragère aquatique (*Echinochloa stagnina*) très recherchée des bovins.

20. Cela ne signifie aucunement que les sédentaires ne soient à leur tour vulnérables. Leurs productions sont aussi très dépendantes des caprices de la crue et des pluies. En 1913-1914, du fait de leur faible mobilité, ils ont sans doute souffert plus que les nomades de la sécheresse. Depuis 1973, c'est plutôt l'inverse. Étant devenus eux aussi très mobiles (exode vers le sud et les pays côtiers), ayant accès à une eau de surface abondante (celle du fleuve), ils disposent de ressources aptes à être sécurisées grâce aux progrès accomplis dans la maîtrise technique de leurs systèmes de production. Le potentiel de sécurisation est bien moindre quand on s'éloigne de la vallée.

Last but not least, perçus et se percevant de plus en plus eux-mêmes comme « gens des marges » loin des villes et des pôles d'évolution, ils ne vont changer que très lentement dans leur organisation sociale et économique particulièrement hiérarchisée. Condamnés à l'exode, des jeunes découvriront ailleurs d'autres manières de vivre et de réagir et reviendront dernièrement (en 1990) exprimer dans la violence la contestation d'un ordre qui les marginalise autant qu'il les fragilise, non seulement dans leur rapport à l'État-nation mais aussi aux structures de leurs propres sociétés.

Conclusion

Nous voyons mieux à présent les implications à long terme des choix établis à l'occasion de la pénétration coloniale. La division sédentaires-nomades voulue alors a inauguré un processus de ruptures successives et cumulatives lequel a contribué à séparer peu à peu des entités qui parvenaient à se compléter et à se sécuriser mutuellement. Au début du siècle, le D^r Decorse observait que « le Koïraboro (Songhay)... loin de souhaiter l'éloignement du Sourgou (Touareg)... cherche à l'attirer, à condition qu'il se tienne tranquille. C'est des échanges entre ces producteurs différents que dépend la prospérité de la région toute entière » (1907 : 589). Malheureusement, une telle analyse n'a jamais prévalu. On lui a préféré le régime de l'évolution disjointe (zones géographiques, administration – en cantons et villages pour les sédentaires, en tribus et fractions pour les nomades –, sans oublier le domaine du développement, chaque groupe devant avoir ses programmes propres). L'unité de la région reposant sur la diversité et l'interdépendance de ses composantes géographiques et humaines a été ainsi perdue de vue. En lieu et place a dominé une conception de la dichotomie porteuse de désarticulations et de dislocations préjudiciables en définitive à l'ensemble.

Une telle approche a permis évidemment d'occulter, selon l'expression de Jean-Pierre Olivier de Sardan, la « contradiction... principale » entre les sociétés locales, d'un côté, et le nouveau pouvoir d'origine et de nature exogènes, de l'autre²¹. Ce dernier a même réussi à en tirer un avantage politique en apparaissant comme le libérateur des groupes opprimés par les anciennes aristocraties régnautes. Cependant la différence fondée sur les simples modes de vie (sédentaire et nomade) a été récupérée dans

21. L'auteur note que « la rupture coloniale a bien pour soin premier la dépossession des Songhay-Zarma (des Hawsa, des Peuls, des Touaregs...) de leur propre avenir » (Olivier de Sardan, 1984 : 146).

le cadre de la « politique des races » et a fini peu à peu par cristalliser des replis identitaires d'ordre ethnocentrique. En définitive, une dualité simplificatrice condensant des tensions multiples a pris le relais d'une situation caractérisée par la complexité et l'enchevêtrement des relations sociales dont la configuration empêchait précisément toute opposition frontale du type de celles mises en avant dangereusement ces dernières années.

Les solutions durables ne peuvent apparaître que si de telles oppositions (sédentaires et nomades, agriculteurs et éleveurs) parviennent à perdre de leur charge émotionnelle liée à une accumulation excessive de tensions, de frustrations et de crispations et à être dépassées dans le cadre de ces « logiques métisses » – qu'appelle de ses vœux Jean-Loup Amselle²² – qui mettent l'accent sur les échanges, les réseaux de réciprocité, les négociations à des échelles multiples, formelles et informelles. Une telle évolution dépend en grande partie du rôle que va jouer l'État. Celui-ci saura-t-il rompre résolument avec l'héritage reçu marqué par les pratiques de division et évoluer, au contraire, vers un rôle de régulateur en veillant à la réconciliation du tissu social, économique et politique par la création d'une unité véritable s'enrichissant de sa diversité pleinement reconnue ?

Références

Archives

Les documents utilisés ont été consultés au Service historique de l'armée de terre (Château de Vincennes) ; pour le Soudan (ancien Mali), il s'agit des cartons 4 à 10.

Les documents contenus dans ces cartons sont signalés de la façon suivante : A.V. (Archives de Vincennes), Soudan, numéro du carton, année de référence.

Ouvrages, revues et articles

AMSELLE J.L. (1990). *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot.

L'Année coloniale (1899). « La situation politique et militaire du Soudan français », pp. 146-152.

²². Il s'agit du titre même d'un livre de cet auteur. J. Kristeva, de son côté, parle de « société fluide » pour mieux refuser les « oppositions schématisées » (1990 : 10-11).

- BARROT P. (1992), « Agriculteurs-éleveurs : la déchirure », *Courrier de la Plaine. Courrier Afrique*, n° 9, juillet-août : 10-13.
- BLIN L. (1990), *L'Algérie du Sahara au Sahel*, Paris, L'Harmattan.
- BOURDIEU P. (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minit.
- CORTIER M. (1914), *Mission Cortier. Notice de préhistoire saharienne. Notice astronomique. Notice géographique*, Paris, E. Larose.
- DECORSE D' (1907), « Une des dernières lettres du D' Decorse. Les Touaregs de la boucle », *Bulletin de la Société géographique et commerciale de Paris*, pp. 587-593.
- GIRONCOURT G. de (1910), « La mission de Gironcourt en Afrique Occidentale. 1908-1909 », *Bulletin de la Société géographique de l'Est*, pp. 202-211.
- GREVOZ D. (1992), *Les canonnières de Tombouctou. Les Français à la conquête de la cité mythique. 1870-1894*, Paris, L'Harmattan.
- HOURST lieutenant de vaisseau (1898), *Sur le Niger et au pays des Touaregs. La mission Hourst*, Paris, Plon.
- JOFFRE J.J.C. (1896), « L'occupation de Tombouctou », *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, pp. 45-53.
- KRISTEVA J. (1990), *Lettre ouverte à Harlem Désir*, Paris, Rivages.
- LACOSTE Y. (1969), *Ibn Khaldoun. Naissance de l'histoire, passé du tiers-monde*, Paris, Maspero.
- LE ROY E. (1991), « Introduction générale », in E. Le Bris, E. Le Roy et P. Mathieu (éds), *L'appropriation de la terre en Afrique Noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*, pp. 11-23, Paris, Karthala.
- MANGEOT colonel et MARTY P. (1918), « Les Touaregs de la Boucle du Niger », *Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF*, n° 3, pp. 87-137, 257-288, 432-475.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P. (1984), *Les sociétés songhay-zarma (Niger-Mali). Chefs guerriers, esclaves, paysans*, Paris, Karthala.
- RICHER A. D' (1924), *Les Touaregs du Niger (Région de Tombouctou-Gao). Les Oulliminden*, Paris, E. Larose.
- SIDIBÉ A.A. (1982), *Installation peule en milieu songhay : contribution à l'histoire du Gabero*, Bamako, École normale supérieure (mémoire).